

Bordeaux, le 21 novembre 2022,

Madame la Présidente,

Nous siégeons aujourd'hui dans ce qui sera le dernier CTL de la DISI Sud-Ouest pour ce mandat, avant que le CSA ne se mette en place, suite au prochain scrutin et le remplace dans ses prérogatives.

Sans prétendre ici rendre compte de ce qu'aura été son activité dense dans cette instance, Solidaires Finances Publiques rappelle que nous avons pris au sérieux nos débats et que nous n'avons pas mégoté sur nos énergies pour représenter les personnels qui nous ont confié un mandat en décembre 2018.

Parfois, nous avons utilisé le boycott pour signifier solennellement un rapport de force ou bien refuser, par exemple, de nous associer aux suppressions d'emplois. En effet, les combats nécessaires et légitimes n'auront pas manqué et nous nous sommes efforcés, avec nos partenaires des autres syndicats, de contribuer aux évolutions de notre Direction.

Nous refusons encore et toujours la casse de notre administration et continuerons à revendiquer une DGFIP humaine et technicienne. Nous poursuivrons notre travail revendicatif pour nos missions, nos emplois, nos structures et les conditions de travail des personnels. Toutes restructurations, toutes suppressions d'emplois sont néfastes et ont un impact sur les collègues de la sphère informatique.

Néanmoins, tout au long de ces années, nous avons largement participé à cette instance, siéger et débattre est pour nous jouer pleinement une partie de notre rôle de représentant·e des personnels.

Nous considérons qu'il est utile de relayer les analyses des personnels et de vous faire entendre leurs questionnements et leurs attentes.

Nous considérons qu'il est utile de vous rappeler « la vraie vie » quand l'administration s'engage dans des usines à gaz ou des déclinaisons de commandes technocratiques.

Nous considérons qu'obtenir que nos revendications soient prises en compte, même de manière trop minime, sur les sujets à enjeux discutés en CTL sont bonnes à prendre, parce que c'est faire mandat utile.

Nous considérons que rendre compte et informer les agents, comme nous l'avons fait systématiquement de manière détaillée, est nécessaire pour que chacun·e puisse savoir et se faire un point de vue.

Nous pensons, loin des pseudo-modernes qui méprisent les contre-pouvoirs et le dialogue social, que le syndicalisme est utile et nous dirons même indispensables.

Dans un moment « Jupitérien » du plus haut niveau de l'état jusqu'aux pratiques de certains technocrates locaux, nous soulignons devant vous l'importance de respecter les acteurs que nous sommes. Le moment que nous vivons est celui de tous les dangers avec une crise démocratique, sociale et écologique sans précédent, avec une extrême droite aux aguets pour profiter des colères. Dès lors partout, et donc aussi à la DGFIP, il conviendrait d'écouter les acteurs de terrains, les aspirations de la « base », dialoguer et surtout tenir compte des attentes et revendications exprimées.



Cette énergie que nous déployons n'a qu'un seul objectif, celui d'être utiles pour les agents, nos missions, nos structures, nos conditions de travail, mais aussi l'intérêt général.

Nous continuerons à rappeler que : « nous ne travaillons pas pour nous, mais pour le bien de l'ensemble de nos collègues ».

Quel que soit le résultat des prochaines élections professionnelles, et nous faisons ici le souhait d'une forte participation, nous siégerons dans la prochaine instance, le CSA, en faisant le souhait, là aussi, que les futurs débats soient utiles et non stériles.

Cela passera par une volonté de mettre tous les sujets sur la table en amont, en toute transparence et avec une véritable place au dialogue.

Bien que non inscrit à l'ordre du jour, le sujet pourra être vu lors des questions diverses, nous souhaiterions avoir des détails sur la venue de l'Inspection Générale des Finances le 13 décembre prochain, l'objet et le contenu de la lettre de mission de Gabriel ATTAL, sa durée, quand les conclusions sont-elles attendues, quels services sont audités.

Vous l'aurez compris, Madame la Présidente, nous maintenons notre exigence et notre investissement. Nous réitérons nos propos, car siéger et débattre est pour nous jouer pleinement une partie de notre rôle de représentant des personnels et pouvoir rendre compte à nos collègues.

Les élu-e-s Solidaires Finances Publiques DISI Sud-Ouest.

